

Règlement sur la commission des recours

du 28 novembre 1995 (Etat le 1^{er} juin 2009)

Le Synode,

vu l'article 183 du Règlement ecclésiastique du 11 septembre 1990¹,
arrête:

Art. 1 Principe

Une commission des recours est constituée, qui connaît

- a) des litiges dans les affaires concernant l'ensemble de l'Eglise,
- b) des litiges concernant les affaires paroissiales si aucune autorité cantonale n'est compétente en la matière.

Art. 2 Composition

¹ La commission des recours se compose de trois membres dont l'un au moins doit justifier d'une formation juridique complète. L'un des trois doit être de langue française.

² Ne peuvent pas faire partie de la commission de recours

- a) les membres du Conseil synodal,
- b) les personnes ou membres d'organes susceptibles de rendre des décisions sujettes à recours par devant la commission (art. 3 al. 1),
- c) les membres du corps enseignant de la Faculté de théologie évangélique de l'Université de Berne,
- d) les collaboratrices et collaborateurs ainsi que les épouses ou partenaires enregistrés des personnes mentionnées aux lettres a) à c).

³ Le Synode élit la commission des recours et un nombre suffisant de suppléants; il choisit la présidente ou le président.

⁴ La commission des recours peut faire appel à des experts spécifiques pour les besoins de l'instruction.

¹ RLE 11.020.

Art. 3 Compétences

¹ La commission des recours juge les recours interjetés contre

- a) des décisions et des décisions sur recours du Conseil synodal dans les affaires concernant l'ensemble de l'Eglise,
- b) des décisions et des décisions sur recours d'autres organes de l'ensemble de l'Eglise dans des affaires concernant l'ensemble de l'Eglise si la décision ne peut pas être portée devant le Conseil synodal,
- c) des décisions et des décisions sur recours dans des affaires paroissiales, si aucune autorité étatique n'est compétente.

² Le recours à la commission des recours n'est pas recevable contre les décisions concernant

- a) l'approbation d'actes législatifs de collectivités ecclésiastiques,
- b) les mesures portant sur l'organisation ecclésiastique,
- c) les dispositions et mesures relevant prioritairement de la politique ecclésiastique.

³ Le recours auprès de la commission des recours n'est en outre pas recevable lorsque l'instance inférieure tranche de manière définitive conformément aux dispositions de l'acte législatif du Synode applicable en la matière.

Art. 3a Organisation

¹ La commission des recours établit un règlement interne.

² Elle peut solliciter un secrétariat juridique rétribué au tarif horaire.

Art. 4 Qualité pour recourir

¹ Disposent de la qualité pour recourir les personnes

- a) qui ont participé à la procédure auprès de l'instance inférieure ou auxquelles l'occasion n'a pas été donnée de le faire,
- b) qui sont particulièrement touchées par cette décision dans leur statut juridique et
- c) qui ont un intérêt digne de protection à ce que la décision attaquée soit annulée ou modifiée.

² En vertu du droit applicable, d'autres personnes, autorités ou services peuvent être habilités à former recours.

Art. 5 Objets des recours

Peuvent faire l'objet d'un recours interjeté par devant la commission des recours:

- a) une constatation inexacte ou incomplète des faits,

b) d'autres violations du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation.

Art. 6 Délai et forme du recours

¹ Le recours est à former dans les 30 jours dès la notification de la décision, pour autant que le droit applicable ne le stipule pas autrement.

² Il doit être présenté par écrit, contenir des conclusions, des motifs et porter une signature.

³ Les éventuels moyens de preuve disponibles y seront joints.

Art. 7 Effet du recours

¹ Les recours sont en principe dotés de l'effet suspensif, à l'exception des recours dans les affaires concernant le personnel ou lorsque le droit en vigueur le stipule autrement.

² La commission de recours peut ordonner ou retirer l'effet suspensif à un recours si de justes motifs le commandent.

³ Si la décision attaquée est défavorable au recourant, la commission de recours peut, pour de justes motifs, arrêter, pour la durée de la procédure, qu'elle lui soit favorable.

Art. 8 Principes directeurs de la procédure

¹ Les décisions susceptibles d'un recours par devant la commission de recours doivent en faire référence.

² La commission de recours établit d'office les faits. Les parties incluses dans la procédure sont tenues de coopérer à cette démarche.

³ La commission de recours concède aux partis le droit d'être entendus en justice et, à leur demande, le droit de consulter le dossier.

⁴ La procédure par devant la commission de recours n'est pas publique.

⁵ Au surplus, les dispositions de la loi bernoise sur la procédure et la juridiction administratives du 23 mai 1989² sont applicables par analogie, en tant que le présent règlement ne contient pas de prescriptions particulières.

Art. 9 Décision

¹ La commission de recours est liée par les conclusions des parties. Elle peut prendre les décisions mentionnées à l'art. 7 d'office.

² Elle communique sa décision et en expose les motifs par écrit, en indi-

² RSB 155.21.

quant les voies de droit si cette décision n'est pas définitive.

Art. 10 Appel

L'examen des décisions de la commission des recours par des tribunaux étatiques est régi par le droit fédéral et cantonal.

Art. 11 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Berne, le 28 novembre 1995

AU NOM DU SYNODE DE L'UNION

Le Président: *Philippe Laubscher*

Le secrétaire: *Lucien Boder*

Modifications

- le 30 mai 2000 (arrêté du Synode):
modifié dans les art. 1-3, 5, 6 et 10.
- le 8 juin 2004 (arrêté du Synode):
modifié dans les art. 3, 9 et 10.
- le 5 décembre 2007 (arrêté du Synode):
modifié dans les art. 3, 6 et 7.
- le 1^{er} décembre 2008 (arrêté du Synode):
modifié dans les art. 1-3, 3a, 4, 7 et 10.
Entrée en vigueur: 1^{er} juin 2009